

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-maire-de-Mexico-pourrait-etre-privé-de-presidentielle>

Le maire de Mexico pourrait être privé de présidentielle

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : mercredi 6 avril 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Frédéric Faux

[Le Figaro](#). Paris, le 5 avril 2005

Les ennuis judiciaires d'Andres Manuel Lopez Obrador, maire de Mexico et porte-drapeau de la gauche mexicaine, l'empêcheront-ils de se présenter aux élections présidentielles de 2006 ? La réponse à cette question sera en partie donnée jeudi 7 avril par les 500 députés de l'Assemblée mexicaine, qui devront se prononcer sur la levée de l'immunité de l'élu. Une sanction qui l'empêcherait de fait de briguer tout mandat.

Polarisant le débat politique depuis de longs mois, cette affaire commence en 2002. AMLO, comme le surnomment ses administrés, n'aurait alors pas respecté une décision de justice lui imposant de suspendre la construction d'une voie d'accès à un hôpital, le terrain ayant été exproprié dans des conditions litigieuses. Dans un pays où la corruption fait disparaître des milliards de pesos et où le narcotrafic règne en maître, le délit est mineur. Mais ses conséquences politiques pourraient être très lourdes.

Ce maire charismatique, que ses supporters présentent déjà comme « le Lula » ou « le Chavez » mexicain, a bâti sa popularité sur la mise en place de programmes sociaux et de rénovation urbaine à l'attention des plus démunis de la mégapole mexicaine, où s'entassent vingt-deux millions d'habitants. Mais pour les politologues, il est aussi et surtout celui qui pourrait faire basculer à gauche le Mexique, seul grand pays avec la Colombie à ne pas avoir succombé à la vague rose qui submerge l'Amérique latine. Les sondages, depuis un an, placent en effet cette figure de proue du PRD (Parti de la révolution démocratique) de 15% à 28% au-dessus de ses concurrents pour la prochaine présidentielle.

Pour le PAN, parti libéral et démocrate-chrétien du président Vicente Fox, au pouvoir depuis 2000 - comme pour le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), qui a régné soixante et onze ans sur le Mexique et qui contrôle toujours la Chambre des députés -, l'affaire AMLO se résume à la seule application du droit, en dehors de toute considération politique. Pour le maire de Mexico, comme pour ses supporters, cette chausse-trappe judiciaire vise en revanche à l'éliminer définitivement de la course électorale. Vendredi dernier, lors d'une commission parlementaire préalable, PAN et PRI ont ainsi recommandé ensemble la levée de son immunité : « C'est le premier pas qui mènera à l'accomplissement d'un acte injuste, autoritaire et antidémocratique, a commenté AMLO. Le PAN et le PRI sont les mêmes, a-t-il poursuivi, ils s'unissent pour défendre leurs privilèges. »

Préparant la riposte, les députés du PRD ont lancé un plan d'action baptisé « Jour zéro », visant à mobiliser les chilangos, les habitants de la capitale, à travers des assemblées de voisinage et des distributions massives de tracts. Lors du conseil extraordinaire du PRD, qui s'est déroulé dimanche, AMLO a enfin appelé ses supporters à le retrouver ce 7 avril sur le Zocalo, la place principale de la ville, comme il l'avait déjà fait en août dernier lors d'une précédente démonstration de force.